

# Le Luxembourg remonte à la 11<sup>ème</sup> place

**D**ans l'édition 2014 du World Competitiveness Yearbook (WCY) de l'institut suisse IMD<sup>1)</sup>, le Luxembourg se classe à la 11<sup>ème</sup> place mondiale des économies les plus performantes parmi 60 pays, soit un avancement de 2 rangs par rapport à l'année précédente, ce que la Chambre de Commerce salue.

Le Grand-Duché renoue de la sorte avec son classement de 2010 et de 2011. Or, malgré ce rétablissement de l'ensemble des résultats des différents indicateurs, le Luxembourg n'est pas parvenu à renouer avec le bon positionnement d'avant-crise (4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> rang mondial en 2007 et en 2008). La crise a laissé une empreinte durable. Elle a dévoilé les faiblesses structurelles du pays et jusqu'à présent, le Grand-Duché n'a pas réussi à maîtriser pleinement leur impact négatif, alors que nombre d'autres pays ont mené d'importantes réformes pour préparer leur économie pour la période post-crise.

A politique inchangée, le Luxembourg ne saura que partiellement tirer profit de la relance conjoncturelle qui se dessine à l'horizon international. Le calme relatif du moment risquerait dès lors de se muer rapidement en tempête, car d'importants défis structurels demeurent, et qui ne se résorberont pas grâce au seul concours de l'amélioration conjoncturelle.

Ainsi, l'embellie économique doit être considérée comme une chance unique de soutenir la mise en oeuvre de mesures correctrices inévitables pour asseoir le développement socio-économique sur un fondement solide à long terme et d'en amortir les éventuels effets défavorables à court terme. Les résultats clés qui se dégagent de l'étude de compétitivité, par grands piliers, sont brièvement passés en revue ci-après.

Le lecteur se référera à l'annexe au présent encadré pour un commentaire plus exhaustif des différentes évolutions. Occupant le 4<sup>ème</sup> rang cette année, le Luxembourg s'approche du podium du pilier des performances économiques. Une nouvelle qui paraît tout à fait positive de prime abord, mais qui doit être quelque peu nuancée, étant donné la dépendance toujours forte de l'économie luxembourgeoise du secteur financier, sa diversification jugée insuffisante et les difficultés croissantes sur le marché de l'emploi.

Pour ce qui est de l'efficacité des pouvoirs publics, la politique fiscale, un avantage traditionnel du site luxembourgeois, connaît une perte de 4 rangs. D'autre part, les auteurs du rapport estiment que les finances publiques sont dans le vert, un résultat à interpréter avec une certaine prudence selon la Chambre de Commerce et notamment en vue d'une année 2015 marquée par un véritable choc sur le versant des comptes publics.

S'y ajoute un système de protection sociale qui pèse lourd sur les finances publiques, et qui risque de se transformer en une véritable bombe à retardement à défaut de réformes permettant d'en asseoir la soutenabilité à long terme. L'évolution du pilier de l'environnement des affaires légèrement positive dans l'ensemble, cache également certains vents contraires. Malgré un gain de deux places du pilier, la performance du sous-pilier relatif au marché du travail révèle une détérioration et bien que le sous-pilier de la productivité se soit amélioré, les problèmes fondamentaux afférents n'ont pas été résolus, selon la Chambre de Commerce.

La situation de l'économie luxembourgeoise s'améliore et la Chambre de Commerce s'en félicite. Cependant, des mesures correctrices s'imposent également au niveau des infrastructures. Alors que le Luxembourg affiche une performance solide dans le secteur de la santé notamment, il demeure une insuffisance au niveau des infrastructures, souvent immatérielles, nécessaires au déploiement des riches de compétences qui devraient porter l'économie luxembourgeoise à l'avenir, et ce notamment au vu du manque de main-d'oeuvre qualifiée.

## Analyse détaillée sur la compétitivité du Luxembourg

**Niveau international:** La situation compétitive du Luxembourg ne s'est jamais remise de la chute en 2009, le Luxembourg s'éloignant de quelques places du Top 10. Malgré qu'il ne l'ait manqué que d'une position seulement, cette année, le Luxembourg cède du terrain face à la concurrence internationale. Les mieux classés parmi les pays participants sont les Etats-Unis, la Suisse, Singapour, Hong Kong, la Suède, l'Allemagne, le Canada, les Emirats Arabes Unis, le Danemark et la Norvège.

**Niveau européen:** Quatre pays de l'Union européenne ont réussi à figurer dans le Top 10 de l'étude comparative proposée par IMD. Comme la zone euro commence à percevoir la lumière à la fin du tunnel de la récession, l'amélioration en termes de la compétitivité luxembourgeoise pourrait s'avérer favorable dans les classements à venir ; le Luxembourg pourrait enfin saisir l'occasion de profiter de la relance économique dans l'Union européenne. A part l'Allemagne qui a fait preuve d'un développement remarquable, ayant progressé de 10 places depuis 2010, les autres pays voisins du Luxembourg affichent, quant à eux, des performances qui laissent à désirer. Ainsi, la France et la Belgique arrivent tout juste à être mentionnées dans le classement des 30 premières économies du rapport WCY 2014, la France occupant le 27<sup>ème</sup> et la Belgique le 28<sup>ème</sup> rang.

**Le Luxembourg:** si on passe la situation de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise au crible, analysant les résultats pour chaque indicateur, la situation suivante se présente:

### Performances économiques

*De belles éclaircies accompagnées de quelques nuages sombres*

Une fois de plus, le pilier des performances économiques reste le plus fort du Luxembourg, passant de la 5<sup>ème</sup> à la 4<sup>ème</sup> place. Pas à pas, le Grand-Duché se rapproche de son excellente performance de 2005 (2<sup>ème</sup> rang). Cette évolution encourageante s'explique notamment par trois éléments, dont l'exportation des services commerciaux, les investissements directs étrangers (IDE) en provenance de l'étranger et le PIB par personne, les deux derniers étant toutefois à interpréter avec une certaine prudence dans le contexte luxembourgeois.

Une des priorités définies par le nouveau gouvernement est la diversification de l'économie. Dans le WCY 2014, ces efforts ne sont toutefois pas encore reflétés, la diversification économique représentant une des plus grandes faiblesses (46<sup>ème</sup> rang) dans ce sous-pilier. Concernant l'évolution du sous-pilier «Employment», pour lequel le Luxembourg a vu une inquiétante dégradation au cours des deux dernières années (de la 9<sup>ème</sup> place en 2012 à la 17<sup>ème</sup> en

2013), le bilan demeure sombre: le Luxembourg recule encore d'une place dans le classement.

Les éléments qui se cachent derrière ce développement sont notamment la nature structurelle du chômage au Luxembourg, la progression des coûts salariaux unitaires, la perte continue de compétitivité-coûts et un taux de chômage des jeunes élevé. Des réformes afférentes sont nécessaires. Le marché de travail ne peut être assaini qu'à condition que l'indexation des salaires telle qu'elle existe soit reconsidérée et que les qualifications des jeunes correspondent aux besoins des entreprises. D'ailleurs, si le Luxembourg veut se retrouver à nouveau dans le Top 3 de l'enquête, les auteurs du WCY soulignent qu'il devra, à l'avenir, également consacrer davantage aux exportations des biens et aux menaces de délocalisation liées aux services.

### Efficience des pouvoirs publics

*Les finances publiques ostensiblement dans le vert, la politique fiscale dans les ténèbres*

Pour ce qui est de l'efficacité des pouvoirs publics, l'enquête menée par IMD montre une amélioration au niveau des finances publiques, notamment pour les indicateurs «Government budget surplus/deficit», «Total general government debt-real growth», indicateur qui est toujours mal placé (50<sup>ème</sup> rang) pour le Luxembourg. De surcroît, l'année 2015 s'annonce pousseuse, un triple choc (hausse de la TVA, échange automatique d'informations sur les revenus d'intérêts et perte d'une part substantielle de la TVA sur le commerce électronique) guettant l'économie luxembourgeoise, et plus particulièrement les finances publiques. Outre les finances publiques, IMD salue surtout les efforts concernant les mesures incitatives à l'investissement, la notation triple A du pays et l'écart favorable de taux d'intérêt sur la dette souveraine.

Malgré ces points forts, le Luxembourg accuse une baisse d'une place au niveau du pilier de l'efficacité des pouvoirs publics qui est principalement liée à des inefficiences dans les domaines de la politique fiscale qui connaît une perte de 4 places et de la législation portant sur le chômage. Concernant l'entrepreneuriat, le rapport publié par l'institut suisse met en lumière une durée trop longue et des procédures trop lourdes pour la création d'une entreprise. Ainsi, le Luxembourg recule de la 18<sup>ème</sup> à la 19<sup>ème</sup> position à ce niveau.

### Environnement des affaires

*Une embellie qui ne touche toutefois pas aux problèmes structurels*

Le troisième pilier, l'environnement des affaires, jouit d'une légère embellie: après avoir perdu 4 rangs l'année précédente, le Luxembourg consolide sa position par 2 rangs en 2014. Ce développement résulte des progrès réalisés dans les sous-catégories «Productivity & Efficiency», «Management Practices» et «Attitudes and Values».

Concernant la productivité, le Luxembourg connaît des améliorations surtout au niveau de la croissance de la productivité globale en termes réels, de la conformité des grandes sociétés avec les normes internationales et de la productivité agricole. Cependant, la Chambre de Commerce souligne que la productivité demeure un sous-pilier à surveiller, surtout en ce qui concerne le secteur industriel et la productivité du personnel ; indicateurs ayant reculé

de 4 rangs. La Chambre de Commerce rappelle par ailleurs que la productivité avait chuté pendant la crise ; le rétablissement (partiel) étant un épiphénomène de la relance conjoncturelle.

La chute la plus significative est enregistrée dans le sous-pilier du marché du travail, notamment en raison d'une perte au niveau de la croissance de la main-d'oeuvre (de la 10<sup>ème</sup> à la 16<sup>ème</sup> place), et d'un manque de main-d'oeuvre qualifiée (de la 36<sup>ème</sup> à la 47<sup>ème</sup> place). Ainsi, revient à nouveau la difficulté, déjà abordée, de lutter contre le chômage au Luxembourg: si le marché du travail ne parvient pas à offrir les qualifications recherchées dans les années à venir, une partie des prochaines générations manquera d'une perspective.

### Infrastructures

*A la recherche des ressources permettant de garantir le succès des niches de compétences...*

Au niveau du dernier pilier, relatif à la qualité des infrastructures, les efforts dans les secteurs de la santé et de l'environnement, ainsi qu'en matière d'éducation, ont été salués par IMD. Toutefois, les infrastructures de base ainsi que celles liées à la science et aux technologies connaissent des pertes.

Sur le versant des infrastructures technologiques, le Luxembourg connaît des replis importants pour 16 des 23 critères de compétitivité, ce qui est dû à une insuffisance de personnel qualifié en la matière, et de soutien financier et légal au développement technologique, en particulier. Ce phénomène se répète pour les infrastructures scientifiques, le manque de personnel qualifié, les faibles dépenses de certaines entreprises en R&D, et une capacité d'innovation limitée représentant les principales raisons de la perte de compétitivité.

Compte tenu du fait que le Luxembourg mise sur des secteurs porteurs d'avenir tels que les technologies de l'information et de la communication, les technologies de la santé, et les éco-technologies et énergies renouvelables, des niches de compétences qui présupposent un niveau d'expertise élevé, cela constitue un défi majeur. Les variations négatives étant compensées par des évolutions positives dans ce pilier, le Luxembourg occupe à nouveau la 23<sup>ème</sup> place dans le classement.

### Conclusion

Dans l'ensemble, le placement global du Luxembourg dans le WCY 2014 est un signe encourageant pour l'économie luxembourgeoise. Le Grand-Duché reste loin de son positionnement des années 2007/2008, mais il pourrait s'en rapprocher dans les années à venir, à condition que des réformes structurelles soient entamées. La compétitivité est une composante d'importance primordiale pour une économie, surtout pour l'économie luxembourgeoise. Étant donné qu'elle est une des économies les plus ouvertes au monde et que près de 80% de ses biens et services sont destinés à l'exportation, elle doit impérativement maintenir et améliorer son niveau de compétitivité.

1) Depuis 25 ans, l'institut suisse IMD (International Institute for Management Development) analyse la compétitivité de quelque 60 pays. Le classement est basé tant sur des indicateurs statistiques que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises. Au Luxembourg, l'enquête auprès des entreprises est coordonnée par la Chambre de Commerce. Plus précisément, l'enquête IMD repose sur l'examen de quatre piliers, à savoir les performances économiques, l'efficacité des pouvoirs publics, l'environnement des affaires et la qualité des infrastructures.